

**-REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE**

Honneur – Fraternité – Justice



**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**Forum Politique de Haut Niveau sur le Développement Durable 2019**

**Thème : « Autonomiser les personnes et assurer l'inclusion et l'égalité ».**

**Revue Nationale Volontaire sur les Objectifs de Développement Durable**

**Messages Clés de la Mauritanie**

Le Gouvernement mauritanien a mis en place en 2016 la stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP) 2016-2030. Cette stratégie fait de l'inclusion et l'autonomisation des populations le fil conducteur de l'action gouvernementale à travers la combinaison de la recherche d'une croissance inclusive et le lancement de programmes ciblés pour ne laisser personne de côté.

Pour pérenniser ce résultat et accélérer la réduction des inégalités, les programmes ciblés de lutte contre la pauvreté, se poursuivront, en s'appuyant, entre autre, sur une stratégie de protection sociale, un registre social qui permet d'identifier les ménages les plus pauvres et les actions de renforcement de la résilience.

Cette approche est basée sur le nexus urgence-développement assurant la synergie et la connectivité entre les programmes de développement et d'urgence.

En réponse à la sécheresse, un ambitieux programme de maîtrise des eaux de surface, de semi-mécanisation et d'intégration de l'agriculture et de l'élevage dans les zones d'insécurité alimentaire a été lancé. L'irrigué a enregistré des résultats satisfaisants, grâce à la diversification, le renforcement des infrastructures de transformation et de conservation des produits agropastoraux, par la mise en place d'un système de financement adapté et la prise en charge de toutes les chaînes de valeur des filières agropastorales.

En outre, l'accès universel à l'éducation de base a été amélioré au cours des trois dernières années avec une quasi parité garçon/fille au fondamental. Cependant la qualité des apprentissages, reste en deçà des attentes. C'est pour cette raison que des programmes ciblés visant à augmenter l'offre éducative primaire, inclusive et adaptée, donnant une nouvelle chance aux enfants non-scolarisés ou déscolarisés dans les zones défavorisées, ont été mis en place.

Aussi les approches genre et droits humains ont été institutionnalisées au sein de l'action du gouvernement, les pouvoirs économiques et politiques des femmes ont été renforcés et les personnes handicapées ont bénéficié d'importants programmes d'habilitation.

Par ailleurs, une politique volontariste en matière d'infrastructures a permis de construire plus de 2600 km de routes et de voies urbaines ainsi que l'augmentation de la production électrique qui est passée de 74 MW en 2009 à 420 MW en 2018, dont 42% d'énergie propre, couvrant l'ensemble des besoins du pays et permettant d'en exporter une partie vers d'autres pays de la sous-région.

Ceci s'est accompagné par la diversification de l'Economie, à travers l'exploitation de nos ressources halieutiques, agricoles et pastorales, augmentant nettement la valeur ajoutée et les possibilités d'emplois. Des efforts considérables de développement des filières économiques inclusives et de promotion de l'entrepreneuriat féminin ont été mis en œuvre, également.

Ces politiques ont impacté substantiellement le climat des affaires permettant au pays de gagner, au cours des trois dernières années 26 places dans le classement du Doing Business.

Enfin, le Programme National des Transferts Sociaux « Tekavoul » couvrira à terme les 100 000 ménages les plus pauvres en renforçant l'investissement dans le capital humain à travers un transfert monétaire régulier conditionné par la scolarité et la santé des enfants et celles de leurs mères.

La Mauritanie est consciente des défis majeurs à relever pour l'atteinte des ODD. Il s'agit d'augmenter substantiellement les ressources allouées aux secteurs sociaux et mettre en place un système universel d'assurance maladie, tiers-payant, à prix modeste permettant l'accès aussi bien aux prestations qu'aux médicaments.

D'œuvrer à une meilleure répartition géographique des populations afin de diminuer le coût des investissements et favoriser l'accès de tous aux services, surtout en milieu rural

Mettre en place des mécanismes adéquats d'encouragement de l'entrepreneuriat féminin, à travers des mécanismes spécifiques de financement.

Continuer à renforcer l'appareil sécuritaire pour juguler la menace terroriste et assurer la sécurité de nos frontières.

Renforcer le système d'état civil biométrique pour l'enrôlement de la population et la sécurisation des données et l'étendre à d'autres domaines.

Mobiliser des ressources financières propres pour la mise en œuvre des ODD au niveau régional et local.

Toutefois le poids de la dette et la baisse continue de l'aide publique au développement constituent un risque pour la réalisation de l'agenda 2030.